
M.E.S., Numéro 128, mai - juin 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 30 mai 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mai - juin 2023

LE PASSAGE DE L'AUTONOMIE STRATEGIQUE AU DIALOGUE STRATEGICO-SECURITAIRE COMME SOLUTION A L'INSTABILITE DANS LES GRANDS LACS AFRICAINS

par

Hugo ILONDO IFONDO

*Chef de Travaux, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques,
Université Nationale Pédagogique*

Résumé

La présente réflexion portant sur l'instabilité chronique qui marque la sous-région des grands lacs africains, propose le passage de l'autonomie stratégique au dialogue stratégique-sécuritaire comme solution.

Mots-clés : *passage, autonomie stratégique, dialogue stratégique-sécuritaire, solution, instabilité, grands lacs africains*

Abstract

This reflection on the chronic instability that marks the African Great Lakes sub-region, proposes the transition from strategic autonomy to strategic-security dialogue as a solution.

Keywords : *passage, strategic autonomy, strategic-security dialogue, solution, instability, great African lakes*

INTRODUCTION

La sous-région de grands lacs africains est depuis un certain temps un enjeu stratégique majeur pour tous les Etats africains. Sa géographie disputée et ses richesses naturelles les place sur le devant de la scène régionale et internationale.

Elle attire donc beaucoup de convoitise des puissances occidentales. Plusieurs puissances régionales et internationales voudraient bien la contrôler. Ainsi s'y développe, ajouter au mauvais management de la puissance publique congolaise, le développement des groupes armés et des mouvements rebelles. L'impuissance de l'Etat Congolais donne lieu au développement des légitimités de substitution. Tout le monde y fait la loi. D'une autre part, la région est aux prises aux nombreuses influences externes des grandes puissances. Les acteurs visibles ne sont que des simples instrumentalisation des grandes puissances. Elles s'affichent publiquement comme défenseurs des droits de l'Homme, des principes fondamentaux de la science des Relations internationales dans la région. En réalité, elles sont plutôt des véritables pompiers pyromanes¹. C'est pour cela que l'on peut constater que les initiatives diplomatico-politiques des acteurs régionaux ne peuvent pas aboutir. Elles s'imposent, recommencent et aucune solution durable ne s'invite². Il n'est plus important de penser résoudre la crise par l'autonomie stratégique et sécuritaire. Simplement parce que les vrais auteurs de la guerre et de l'instabilité ne sont pas touchés.

Il est donc important de changer de paradigme opératoire dans la recherche des stratégies de résolution de ce conflit. C'est ainsi que cette étude propose un autre moyen de résorber la crise. La solution est de quitter l'autonomie stratégique et souveraine pour imposer un le dialogue stratégique-sécuritaire. Le dialogue sécuritaire est comprise dans cette recherche comme une attente stratégique-sécuritaire autour de la gestion de l'espace en conflit. Les structures régionales doivent proposer aux différentes parties protagonistes les solutions adéquates en vue de sécuriser leurs intérêts. Il s'agit aussi d'un dialogue entre les grandes puissances, encore très influentes dans la région. La fin de toute confrontation

¹ Achille Mbembe, De la postcolonie, Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine, Paris, Karthala, 2000.

² NSIBULA R, « le conflit de la région de grands lacs » in les causes, implications sociales, économiques et politiques et les perspectives, Mars 2013

dans cet espace passe nécessairement par un dialogue stratégique entre les grandes influences des grandes puissances. Il permettra de concilier les intérêts divergents et contradictoires des grandes puissances présentes dans la région.

Ce dialogue stratégique s'impose comme mode de résolution de conflit localisé. Il est une étape qui précède l'autonomie stratégique. Celle-ci serait considérée comme une solution au conflit.

Cette étude s'articule en trois points : les contours des concepts de l'étude ; les grands Lacs comme espace de confrontation des grandes puissances ; l'analyse de l'autonomie Stratégique comme solution au conflit dans la Région des Grands Lacs Africains. Une courte conclusion en met un terme.

I. COMPRENDRE LES CONTOURS DES CONCEPTS DE L'ETUDE

1.1. Dialogue stratégique

Dialogue Stratégique consiste à ce que les parties en conflit s'entendent autour d'intérêts divergents pour sécuriser l'espace en conflit. Les participants seront guidés pour acquérir et maîtriser la stratégie de persuasion qui contient des méthodes de communication spécifiques avancées. Le dialogue stratégique a pour rôle de conduire un entretien de façon à faire changer d'avis de l'interlocuteur ou le patient, sans que ce changement semble imposé de l'extérieur. Il s'agit de le faire apparaître comme le dénouement naturel du problème. (3).

Dans ce papier, ce concept sera compris comme étant une entente cordiale entre les grandes puissances intéressées par la situation de la sous-région des grands lacs. C'est un processus d'alignement géopolitique et stratégique des intérêts des uns et des autres afin que chacun se retrouve dans ce qui se passe. C'est également une accommodation de tous les intérêts stratégiques. C'est une stratégie qui améliore l'entente entre toutes les grandes puissances ayant des intérêts divergents dans cette sous-région.

1.2. Autonomie Stratégique

L'autonomie stratégique signifie également la manière de s'approprier une pensée ou une réflexion stratégique autonome. Il s'agit de la prise en charge intellectuelle et scientifique de tous les défis qui interpellent la nation dans un schéma cohérent, global et dynamique en vue d'éclairer et de préparer une bonne décision.

Ainsi, comme disait Mankeur Ndiaye⁴ le niveau stratégique fait référence, dans la vie des Etats modernes, à la station idéale de conception de buts ou d'objectifs à atteindre, d'indentification de moyens subséquents à mettre en œuvre et enfin de formulation des voies à suivre, alors, convient-il de comprendre que l'appropriation de la réflexion stratégique renvoie tout simplement à la déclinaison systématique d'une vision endogène propre à l'Etat, et centrée sur la prise en charge des défis qui interpellent ce dernier.

L'autonomie stratégique peut aussi devenir une doctrine de la défense nationale qui privilégie l'indépendance totale, voir l'interdépendance partielle sur le domaine de la paix de la sécurité et de la défense rendant un Etat capable de se défendre contre toute attaque et toute menace qui proviendrait des tiers. Cette doctrine peut même être élargie aux autres domaines de la vie nationale. Comme on peut l'entendre : « dans la sécurité nationale, l'autonomie stratégique est essentiellement une approche empirique évoluant selon les circonstances. Elle repose sur un consensus visant à la sécurité de la Nation dans toutes ses dimensions essentielles : bien-être de la population, paix sociale, justice, sécurité intérieure, permanence des activités névralgiques, stabilité et expansion économiques,

³ GIORGIO NARDONE et ALESSANDRO SALVINI, *Le dialogue stratégique*, éd. Le sèmeur, Paris, 2012

⁴ MANKEUR NDIAYE, « L'appropriation africaine de la réflexion stratégique, Cairn.info », *dans revue Défense nationale*, 2016/7, No 792, P. 29 à 33.

défense, etc. Elle se donne pour finalité de réduire les menaces contemporaines identifiées et d'y répondre le cas échéant. »⁵

L'autonomie stratégique est une ambition qui refuse toute délégation à une alliance ou à un autre organe supranational des questions de sécurité et de défense nationale. De ce qui précède, il est donc impossible de penser à une autonomie stratégique dans le cadre d'une sécurité ou de défense collective.

L'autonomie stratégique consiste aussi pour un acteur étatique à agir sur la scène internationale par ses propres moyens et de manière souveraine sans entrave et se défendre par lui-même sans aucune limite. L'Etat décide de devenir lui-même un acteur majeur de sa sécurité et de sa défense. Il refuse de déposer sa défense et sa sécurité entre les mains d'un autre. Ce concept jadis attaché uniquement à la sécurité et à la défense s'est élargi aux autres domaines comme le domaine économique et politique.

Le dépassement de l'autonomie stratégique est une stratégie appliquée par les Etats après la prise de conscience de leur incapacité souveraine de prendre en charge tous les besoins de sécurité et de défense nationales. En effet, l'autonomie stratégique induit la capacité de défendre et promouvoir son propre modèle politique sans ébranlement extérieur.

En clair, elle doit pouvoir être maîtresse d'elle-même, de ses orientations politiques et de ses réglementations, sans aucune influence extérieure indésirée. En cela elle conserve sa conception telle qu'imaginée, et donc ses intérêts. Cette indépendance contribue à lui conférer un rôle géopolitique puisqu'elle a la maîtrise de ses propres décisions et apparaît comme un acteur crédible sur la scène internationale. Sa dimension externe est évoquée puisqu'il implique de pouvoir influencer comme elle le souhaite les autres acteurs de la scène internationale ; que ce soit par la promotion de valeurs, de réglementations ou encore plus récemment, de sanctions économiques. Cette capacité à influencer les autres acteurs lui permet de servir ses intérêts sur la scène internationale en bâtissant le monde à son image, ce qui lui confère un rôle géopolitique⁶.

Le dépassement de l'autonomie stratégique est un paradigme de conciliation et d'évitement d'échecs antérieurs. Il permettra donc à l'Afrique de jouer ensemble, de penser ensemble et de se constituer en un bloc compact contre toute sorte de danger qui surviendrait. Ainsi Hugo Sada peut donc noter : « le continent africain est soumis à des forces de changement extrêmement puissantes qui devraient confirmer son émergence politique, économique et stratégique, facteur positif pour la reprise économique. L'Afrique est aussi confrontée à la persistance de conflits armés et de trafics déstabilisateurs. Les instances internationales, régionales, locales et les partenaires de l'Afrique soutiennent la dynamique d'appropriation régionale par les Africains de leur propre sécurité, et contribuent à apporter des réponses aux menaces transnationales, dont le terrorisme en premier lieu, trafics illicites, insécurité maritime et prolifération des armes. »⁷.

II. GRANDS LACS, ESPACE DE CONFRONTATION DES GRANDES PUISSANCES

L'entité géopolitique de la région des Grands Lacs est actuellement connue à cause de ses récurrentes crises et instabilités. En effet, plusieurs acteurs y sont concernés : les

⁵ OLIVIER DE MAISON ROUGE, « L'autonomie stratégique et la sécurité nationale », in <https://cercele-k2.fr/etudes/l-autonomie-strategique-et-la-securite-nationale#:~:text=Elle%20repose%20sur%20un%20consensus,expansion%20économiques%2C%20défense%2C%20etc>

⁶ Laure CLEMENT-WILZ, Lamprini XENOU et Stéphane DE LA ROSA, enjeux juridiques de l'autonomie stratégique de l'union européenne, notes de recherche des étudiants Du master2 Droit européen et du master2 Droit Public des affaires, 2022

⁷ Pour plus de précisions, lire Hugo Sada, « Paix Et Sécurité En Afrique : Nouvelles Menaces, Nouveaux Enjeux », in <http://www.dakarforum.org/fr/paix-et-securite-en-afrique-nouvelles-menaces-nouveaux-enjeux/>

pays voisins, appartenant à des géographies différentes (Afrique centrale et Afrique de l'est), les groupes armés, les communautés ethniques, les multinationales et les grandes puissances mondiales en quête des ressources naturelles. La dynamique de conflits jadis considérée comme des enjeux internes et locaux a pris de l'ampleur pour se régionaliser et s'internationaliser.

Il y a lieu de savoir que la région des Grands Lacs couvre le Burundi, la République Démocratique du Congo, l'Ouganda et le Rwanda. Ces pays montrent une capacité de se « contaminer » mutuellement. L'instrumentalisation, le projet hégémonique et la recherche de contrôle des ressources naturelles aboutissent à une attaque rwandaise sous couvert d'une rébellion. L'absence de l'autorité de l'Etat en RDC conduit au développement des structures à légitimité de substitution : les groupes armés dont, pour la plupart voudrait protéger les populations locales. Il y a aussi dans cette même zone la plus importante opération de maintien de la paix de l'Onu, la Monusco qui malgré tous les moyens dont elle dispose ne peuvent pas contrôler la situation et imposer la paix.

Dans cette région, la situation sécuritaire reste très fragile. Il y a une interpénétration d'enjeux des acteurs. Les groupes armés qui empêchent les Etats voisins à contrôler totalement cette partie sont accusés comme des bases arrières susceptibles d'exporter l'instabilité dans les pays voisins.

Pour ce faire, toutes ces manœuvres (des guerres cycliques et interminables) ont été entretenues par les grandes puissances occidentales y compris la Chine et la Russie qui appliquent la théorie du chaos constructeur, comme fut utilisé notamment en Tunisie, Lybie, Egypte et Syrie. En effet, diviser pour mieux régner, en s'acharnant sur une instrumentalisation communautariste. La stratégie, c'est la théorie du chaos constructeur ⁽⁸⁾.

2.1. Grands Lacs africains, Terrain de guerre d'influence entre les puissances

Dans cette zone, coexiste plusieurs intérêts des grandes puissances qui s'entrecroisent. La recherche de contrôle direct ou indirect de la région crée une dynamique conflictuelle entre les grandes puissances. Ce croisement se fait sur tout le domaine : économique, politique, géopolitico-stratégique. En effet, il existe d'ailleurs, pour participer à la transition énergétique-écologique une grande rivalité entre les puissances occidentales, la Russie et la Chine dans cette zone. En plus, l'urgence climatique a renforcé la volonté de repositionnement des puissances, simplement parce que la région se présente comme une grande réserve forestière mondiale, notamment avec les forêts du Bassin du Congo constituant un atout carbone capital majeur pour l'avenir de la planète. A côté, l'essor de la Russie qui, depuis 2019, a réorienté sa stratégie africaine et gêne le bloc occidental (les Etats-Unis et la France en l'occurrence). Encore plus, depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine et l'expansion à grande vitesse du groupe paramilitaire Wagner désormais actif dans 24 pays africains ⁽⁹⁾.

Dans cette zone à plus forte turbulence géopolitique, la France affiche de plus en plus sa volonté manifeste de reprendre le leadership économique lui ravi par la Chine dans plusieurs pays francophones. Pendant un moment marginalisé, la Russie est de plus en plus présente dans la région et bénéficie d'une certaine légitimité auprès des populations qui en ont marre des extrémités occidentales. La stratégie offensive russe développée en tente à déstabiliser les puissances occidentales (Etats-Unis et France) du

⁸ NGONZO KIKOBO S, Du chaos constructeur à la démocratie rotative post conflit en RDC, mémoire DEA RI, FSSAP, Unikin, 2022, P.14

⁹ RISTEL TCHOUNAND, « France, Etats-Unis, Chine, Russie : la guerre d'influence bat son plein en Afrique », in les nouvelles stratégies économiques africaines, 2023

point de vue cognitif, sur leurs terrains de prédilection ⁽¹⁰⁾. Cette stratégie en brouille les grilles de lectures françaises et américaines en Afrique, Moscou favorise Pékin, l'alliance Chine-Russie. Si la France et plus largement l'Europe se retrouve au milieu de la guerre Etats-Unis - Chine, elle n'aura pas de marge de manœuvre propre.

2.2. Les Puissances en confrontation d'intérêts

Partant de sa position centrale et la multiplicité des richesses que les Grands Lacs Africains regorgent, ont fait que cet espace soit d'une grande importance aux yeux des puissances étrangères qui ne doivent jamais le laisser pour compte. Ces puissances sont les USA, la France d'une part et d'autres part le couple Chine-Russie, chacune de puissance travaille pour son propre intérêt.

En premier lieu, les intérêts des USA dans l'espace Grands Lacs africains ne sont à première vue énorme. Cette région occupe une importance secondaire¹¹. Il est important de préciser que les intérêts américains ont poussé les USA à appliquer à cet espace la théorie du chaos constructeur qui instrumentalise tous les pays membres (le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi) de cette organisation sous régionale d'entretenir le conflit enfin que les USA exploitent calmement les ressources naturelles. Le soutien américain à certains pays membres déstabilise l'espace pour sauvegarder les intérêts de cette puissance.

Les USA a la vocation de rester les meneurs, naturellement (via son smart power ou « puissance intelligente », qui est en quelque sorte une déclinaison rénovée, plus équilibrée et contextualisée, du soft power), en montrant explicitement la voie à suivre dès lors qu'ils s'efforcent d'exemplifier la morale, d'agir dans le respect du droit international, d'inspirer le monde en usant de leur puissance à bon escient, avec sagesse et discernement, au service des droits de l'homme, du progrès, de la démocratie et de la paix ⁽¹²⁾.

La Chine fait partie aussi parmi les puissances qui manipulent certains gouvernements, membres des pays des grands lacs. En effet, L'émergence de la Chine en Afrique frappe par son ubiquité, il n'y a pas un pays riche ou pauvre en ressources d'ailleurs qui n'a pas renforcé sa relation économique avec la Chine. Depuis le début du 21ème siècle, les investissements chinois et le flux commercial avec Afrique ont explosé ⁽¹³⁾. La méthode chinoise consiste à utiliser sa diplomatie comme catalyseur pour ouvrir les portes pour ses entreprises privées, tout en y associant des aides et des prêts publics pour des projets d'infrastructures, dont l'exécution est souvent confiée à ses entreprises publiques.

2.3. Les enjeux de confrontation entre les puissances

L'intensification de l'hostilité entre les Etats des Grands Lacs risque de provoquer une reprise des guerres régionales qui ont déchiré cette région au cours des décennies précédentes. Le Rwanda accuse le Burundi et l'Ouganda de soutenir les rebelles rwandais actifs dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu de la République démocratique du Congo (RDC), et menace de répondre aux attaques menées par ces groupes contre son pays.

¹⁰ Pour plus de détails, voir Alexandra Arkhangelskaya, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », in *Afrique contemporaine*, n° 248, 2013, pp.61- 74

¹¹ NICOLE VILBOUX, « La politique des États-Unis en Afrique Centrale et des Grands Lacs », in *Observatoire des Grands Lacs en Afrique*, Notes n°10, 2015

¹² STRATPOLITIX, « Politique étrangère américaine, questions diplomatiques et stratégiques, géopolitiques des religions », in *Revue américaine* du 24 juin 2014, p.11

¹³ ISABELLE RAMDOO, « L'Afrique des ressources naturelles », in *international institute for sustainable development*, 2019

De leur côté, le Burundi et l'Ouganda affirment que le Rwanda soutient les rebelles burundais et ougandais en RDC. Au même moment, la RDC, a fait part de son intention d'inviter le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda à mener des opérations militaires conjointes avec les troupes de la RDC contre les insurgés qui ont trouvé refuge dans son pays, une politique qui risque d'alimenter les conflits par factions interposées.

De tout ce qui précède et connaissant les réserves stratégiques des ressources naturelles que cette partie regorge, les grandes puissances ont saisi l'occasion des conflits qui opposent les pays membres de la région d'instrumentaliser, d'alimenter les groupes rebelles et les gouvernements pour exploiter illicitement les ressources. C'est dans ce sens que les matières premières que regorge la partie centrale de l'Afrique sont à la base même du développement de notre société, elles constituent le socle de notre consommation alimentaire, industrielle et énergétique et sont donc indispensables et stratégiques pour la survie de mode de vie. Ce qui explique la raison pour laquelle depuis toujours elles sont au cœur de la machine politique et des relations internationales, soit en tant qu'instrument de contrôle ou de domination.

III. DIALOGUE STRATEGIQUE COMME SOLUTION AU CONFLIT DANS LA REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS

Du Dialogue Sécuritaire à l'Autonomie Stratégique : les pays des grands lacs africains doivent dépasser le niveau de l'autonomie stratégique qui est l'un des moyens inefficaces de sauvegarder la paix et la sécurité en Afrique centrale. Le dialogue stratégique consiste à persuader et à identifier toutes puissances prédatrices dans cette partie de l'Afrique et les pousser à s'entendre comment aligner tous leurs intérêts pour garantir la paix et la sécurité.

De ce fait, les dirigeants des pays des grands lacs africains doivent réfléchir et mettre en place une stratégie pour dépasser leur autonomie stratégique. Le dialogue stratégique entre les grandes puissances est une condition sine qua non à la régionalisation et à mutualisation les efforts politique, militaro-sécuritaire et financier pour créer une paix durable. C'est également une stratégie qui responsabilise les puissances prédatrices qui instrumentalisent les acteurs locaux en Afrique des grands lacs.

CONCLUSION

Le problème relevé par cette étude est la résolution définitive de la crise et de l'instabilité dans la région des grands lacs africains. Plusieurs investigations ont déjà été effectuées et des solutions scientifiquement valables ont été proposées. Plusieurs explications sont donc disponibles. Pour les uns, la cause majeure de l'instabilité, est le conflit ethnique entre les communautés locales. Les plus anciennes n'acceptant pas les autres. Pour d'autres, la cause en est la recherche de contrôle des richesses naturelles de la région par les puissances étrangères, notamment les grandes puissances et les multinationales qu'elles structurent. Pour d'autres encore, l'absence de l'autorité de l'Etat en RDC crée des légitimités des substitutions dans la région. La faillite de cet Etat justifie donc l'instabilité dans cette région. S'il est vrai que ces justifications sont toutes pertinentes, nous optons pour celle qui pense que la RDC, maillon important dans cette chaîne est victime de ses ressources naturelles. Les grandes puissances post guerre froide ont organisé de manière savante et vicieuse son exploitation en instrumentalisant les acteurs locaux. Cette hypothèse, une fois acceptée, nous pousse à rechercher la solution non pas au niveau local ou régional mais au niveau international.

En plus, les Etats sous régionaux et régionaux ont tenté, au nom de leur autonomie stratégique de proposer des solutions. Celles-ci ont toutes échoué. La RDC est consciente qu'elle est en toute souveraineté incapable de développer une autonomie stratégique et sécuritaire propre pour endiguer la crise. Les choses se passent comme si les choses ne dépendaient d'elle. En effet, les africains sont conscients que la mutualisation des moyens,

des stratégies et des capacités des forces ne suffit pas pour résoudre la question de l'instabilité dans cette région.

C'est alors que cet article propose le dépassement de l'autonomie stratégique des Etats au dialogue stratégique. Celle-ci consistera à identifier toutes les grandes puissances intéressées dans la région, toutes les multinationales qui œuvrent dans la région. Ce dialogue se ferait donc en deux temps. Le premier axe consistera, pour la RDC de négocier avec les grandes puissances afin d'aligner les intérêts de ces grandes puissances à ses propres intérêts nationaux. Le second axe consistera donc à ce que toutes ces grandes puissances négocient entre elles, dans un dialogue de non conflictualité afin d'harmoniser les influences stratégiques en jeu.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- GIORGIO NARDONE et ALESSANDRO SALVINI, *Le dialogue stratégique*, Paris, éd. Le semeur, 2012
- MBEMBE Achille, *De la postcolonie, Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

Articles et Revues

- ARKHANGELSKAYA Alexandra, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », in *Afrique contemporaine*, n° 248, 2013, pp.61- 74
- HUGO SADA, « Paix Et Sécurité En Afrique : Nouvelles Menaces, Nouveaux Enjeux », in <http://www.dakarforum.org/fr/paix-et-securite-en-afrique-nouvelles-menaces-nouveaux-enjeux/>
- MANKEUR NDIAYE, « L'appropriation africaine de la réflexion stratégique, Cairn.info », in *Défense nationale*, 2016/7, No 792, P. 29 à 33.
- NSIBULA R, « Le conflit de la région de grands lacs » in *Les causes, implications sociales, économiques et politiques et les perspectives*, mars 2013
- OLIVIER DE MAISON ROUGE, « L'autonomie stratégique et la sécurité nationale », in <https://cercle-k2.fr/etudes/l-autonomie-strategique-et-la-securite-nationale#:~:text=Elle%20repose%20sur%20un%20consensus,expansion%20économiques%2C%20défense%2C%20etc>
- RAMDOO ISABELLE, « L'Afrique des ressources naturelles », in *International institute for sustainable development*, 2019
- RISTEL TCHOUNAND, « France, Etats-Unis, Chine, Russie : la guerre d'influence bat son plein en Afrique », in *Les nouvelles stratégies économiques africaines*, 2023
- STRATPOLITIX, « Politique étrangère américaine, questions diplomatiques et stratégiques, géopolitiques des religions », in *Revue américaine* du 24 juin 2014, p.11
- VILBOUX NICOLE, « La politique des États-Unis en Afrique Centrale et des Grands Lacs », in *Observatoire des Grands Lacs en Afrique*, Notes n°10, 2015

Mémoire de Master

- CLEMENT-WILZ Laure, XENOU Lamprini et DE LA ROSA Stéphan, Enjeux juridiques de l'autonomie stratégique de l'union européenne, notes de recherche des étudiants Du master2 Droit européen et du master2 Droit Public des affaires, 2022
- NGONZO KIKOBO S, Du chaos constructeur à la démocratie rotative post conflit en RDC, mémoire DEA RI, FSSAP, Unikin, 2022